

**PARLEMENT DE LA REGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

---

SESSION ORDINAIRE 2007-2008

18 JUILLET 2008

---

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**dans le cadre  
des négociations institutionnelles**

---

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique,  
des Relations extérieures et  
des Affaires générales

par Mme Anne Sylvie MOUZON (F)

---

---

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : Mmes Isabelle Emmery, Julie Fiszman, Anne Sylvie Mouzon, MM. Eric Tomas, Rudi Vervoort, Serge de Patoul, Mustapha El Karouni, Didier Gosuin, Denis Grimberghs, Joël Riguelle, Christos Doulkeridis, Frédéric Erens, Walter Vandenbossche, Mme Marie-Paule Quix.

*Membres suppléants* : Mmes Véronique Jamouille, Olivia P'tito.

*Autres membres* : Mmes Adelheid Byttebier, Françoise Schepmans, M. Jean-Luc Vanraes.

---

*Voir* :

**Document du Parlement :**  
A-496/1 – 2007/2008 : Proposition de résolution.

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

---

GEWONE ZITTING 2007-2008

18 JULI 2008

---

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**in het kader van  
de institutionele onderhandelingen**

---

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor de Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt,  
Externe Betrekkingen en  
Algemene Zaken

door mevr. Anne Sylvie MOUZON (F)

---

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : mevr. Isabelle Emmery, mevr. Julie Fiszman, mevr. Anne Sylvie Mouzon, de heren Eric Tomas, Rudi Vervoort, Serge de Patoul, Mustapha El Karouni, Didier Gosuin, Denis Grimberghs, Joël Riguelle, Christos Doulkeridis, Frédéric Erens, Walter Vandenbossche, mevr. Marie-Paule Quix.

*Plaatsvervangers* : mevr. Véronique Jamouille, mevr. Olivia P'tito.

*Andere leden* : mevr. Adelheid Byttebier, mevr. Françoise Schepmans, de heer Jean-Luc Vanraes.

---

*Zie* :

**Stuk van het Parlement :**  
A-496/1 – 2007/2008 : Voorstel van resolutie.



## I. Exposé des coauteurs de la proposition de résolution

M. Rudi Vervoort rappelle, si besoin en était, que le pays vit des moments particuliers. A cet égard, chaque jour apporte son lot de nouveautés. Mais aujourd'hui, il faut se mettre autour de la table et discuter : la survie du pays est à ce prix.

La Région de Bruxelles-Capitale est, dans ce débat, incarnée par ses élus directs, même si certains d'entre eux siègent au Parlement de la Communauté française, et que d'autres élus flamands représentent Bruxelles au Vlaams Parlement. Il est important que la Région de Bruxelles-Capitale soit présente en tant que telle aux négociations qui, à n'en pas douter, auront bien lieu.

Cette proposition se veut la plus neutre possible : elle ne dit pas ce que les Bruxellois veulent sur le fond. En effet, ce n'est pas le lieu d'en parler. Tout ce que veut cette proposition, c'est revendiquer la place de Bruxelles dans les négociations.

Mme Françoise Schepmans signale que cette proposition est déposée suite aux déclarations du CD&V, qui a exigé que les négociations se fassent de communauté à communauté, et auxquelles la Région bruxelloise ne serait qu'invitée.

Cette proposition est un acte déposé et cosigné par tous les groupes politiques démocratiques, sauf un, même si le premier signataire est le groupe politique le plus important.

Cet acte n'est donc pas posé, ni à l'invitation du PS, comme on a pu l'entendre dans les médias, ni à l'initiative du président du Parlement wallon. Ce dernier vient en effet de voter un document qui a été préparé et discuté depuis un certain temps, et qui a fait l'objet de nombreuses auditions. Le Parlement bruxellois aurait pu, lui aussi, élaborer un tel document. Mais il n'aurait pas pu être discuté dans la sérénité. Cette proposition se veut donc être la réaction aux propos de certains. Le MR, dans l'opposition, aurait même voulu se joindre à la proposition wallonne, car celle-ci est favorable aux Bruxellois.

En janvier 2008, le groupe MR avait regretté que le gouvernement bruxellois ne se soit pas concerté avec les autres partis bruxellois pour présenter sa note à l'Octopus.

Le MR soutiendra donc cette proposition en souhaitant que la Région de Bruxelles-Capitale soit associée en tant que telle aux négociations. Le message est suffisamment clair.

M. Denis Grimberghs souligne que le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a souvent tergiversé lors

## I. Uiteenzetting van de mede-indiëners van het voorstel van resolutie

Voor zover nodig, wijst de heer Rudi Vervoort erop dat ons land woelige tijden beleeft. Elke dag zijn er nieuwe verwickelingen. Vandaag moet men evenwel rond de tafel gaan zitten en praten : het voortbestaan van ons land staat immers op het spel.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt in dit debat vertegenwoordigd door zijn rechtstreeks gekozenen, ook al hebben sommigen onder hen zitting in het Parlement van de Franse Gemeenschap en vertegenwoordigen andere, Vlaamse gekozenen Brussel in het Vlaams Parlement. Het is belangrijk dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als dusdanig deelneemt aan de onderhandelingen die ongetwijfeld zullen worden gevoerd.

Dit voorstel is zo neutraal mogelijk opgesteld : het zegt niet wat de Brusselaars ten gronde willen. Het is hier immers niet de plaats om daarover te spreken. Dit voorstel strekt er enkel toe een plaats voor Brussel aan de onderhandelingstafel op te eisen.

Mevrouw Françoise Schepmans wijst erop dat dit voorstel wordt ingediend na de verklaringen van de CD&V, die eist dat de onderhandelingen van gemeenschap tot gemeenschap worden gevoerd en dat Brussel daar enkel als genodigde aan deelneemt.

Dit voorstel wordt ingediend en ondertekend door alle democratische politieke fracties, behalve één, ook al is de eerste ondertekenaar de grootste politieke fractie.

Dit voorstel wordt dus niet ingediend op verzoek van de PS, zoals de media hebben bericht, noch op initiatief van de voorzitter van het Waals Parlement. Dit laatste heeft immers zopas een document goedgekeurd dat sedert enige tijd werd voorbereid en besproken en waarvoor talrijke hoorzittingen zijn gehouden. Het Brussels Parlement had ook zo'n document kunnen opstellen, maar het had niet in een sereen klimaat besproken kunnen worden. Dit voorstel is dus een reactie op bepaalde verklaringen. De MR, die in de oppositie zit, had zelfs het Waalse voorstel willen ondertekenen, want het is in het voordeel van de Brusselaars.

In januari 2008 betreurde de MR-fractie dat de Brusselse regering geen overleg had gepleegd met de andere Brusselse partijen om haar nota aan de Octopus-werkgroep voor te leggen.

De MR zal dit voorstel bijgevolg steunen en wenst dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als volwaardige partner deelneemt aan de onderhandelingen. De boodschap is duidelijk genoeg.

De heer Denis Grimberghs onderstreept dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vaak getalmd heeft tijdens

des négociations de l'Octopus, voire même trop souvent exprimé son abstention. Aujourd'hui, comme les entités fédérées sont présentes autour de la table, la Région de Bruxelles-Capitale peut y exprimer sa voix pour ce qui la concerne. Les institutions bruxelloises sont un laboratoire du fonctionnement de notre pays. Il faut donc aller aux négociations pour être les acteurs du devenir de nos institutions. Nos représentants y présenteront leur expertise dans un domaine qu'ils connaissent bien, par exemple le domaine des lois linguistiques.

M. Jean-Luc Vanraes constate avec satisfaction que la Flandre et la Wallonie ont découvert Bruxelles. Cet intérêt est une bonne chose en soi. Apparemment, tous les partis ont fait leurs comptes. M. Vanraes souligne qu'il est nécessaire que la Région de Bruxelles-Capitale soit représentée par un représentant francophone, à savoir le ministre-président, et par un représentant néerlandophone, à savoir le vice-ministre-président. Par ailleurs, il souligne l'importance de la participation de Bruxelles dans les discussions institutionnelles car les hommes politiques bruxellois sont parvenus, en dépit de nombreuses difficultés, à s'entendre. Ils peuvent donc apporter une aide précieuse à ceux qui ne sont pas encore parvenus à un tel résultat.

Mme Marie-Paule Quix est également d'avis que Bruxelles offre un exemple de cohabitation entre les deux communautés. Cela suppose le respect nécessaire. Il ne faut pas essayer d'ajouter de nouvelles exigences. Cela hypothéquerait la proposition de résolution. Bruxelles dispose en effet du savoir-faire et de l'expertise nécessaires. En outre, Mme Quix espère que si les discussions envisagées sont menées, on tiendra compte du bilinguisme institutionnel de la Région.

Mme Adelheid Byttebier souligne l'importance de la résolution pour Groen!. Son groupe politique a cosigné ce document avec beaucoup de conviction. Mme Byttebier renvoie à une interview récente de Mme Mieke Vogels dans laquelle elle rompt une lance pour Bruxelles. Elle y soulignait le rôle central de la Région de Bruxelles-Capitale dans le pays et s'exprimait en faveur d'une « Communauté urbaine ». Mme Byttebier souligne par ailleurs l'importance de Bruxelles en tant que Région bilingue. C'est pourquoi il est important que Bruxelles ne soit pas seulement représentée par le ministre-président. Il est nécessaire que le vice-ministre-président néerlandophone prenne part à ces discussions.

Bruxelles se trouve au cœur de la tourmente. Lors des discussions parlementaires, le point délicat du bilinguisme est souvent à l'ordre du jour. Lors des récentes initiatives autour de « Wallonie-Bruxelles », on a pu avoir l'impression qu'il s'agissait d'une question unilingue vu que seul M. Picqué y était associé. Mme Byttebier est convaincue que cela n'avait rien d'intentionnel mais elle souligne le caractère extrêmement sensible de la matière pour les néerlandophones.

de Octopus-onderhandelingen en zelfs te vaak haar onthouding heeft uitgedrukt. Aangezien de deelgebieden aan de onderhandelingstafel zitten, kan het Brussels Hoofdsteljk Gewest thans duidelijk voor eigen rekening spreken. De werking van de Brusselse instellingen kan als voorbeeld voor het land fungeren. De Brusselaars moeten dus deelnemen aan de onderhandelingen om zelf over de toekomst van hun instellingen te beslissen. Onze vertegenwoordigers zullen er hun deskundigheid op een gebied dat ze goed kennen, namelijk de taalwetgeving, kunnen aantonen.

De heer Jean-Luc Vanraes stelt met genoeg vast dat Vlaanderen en Wallonië Brussel hebben ontdekt. Deze belangstelling is op zich een goede zaak. Vermoedelijk hebben alle partijen hun rekeningen gemaakt. De heer Vanraes onderstreept de noodzaak dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd wordt door één vertegenwoordiger van Franstalige kant, met name de minister-president, en één vertegenwoordiger langs Nederlandstalige kant, met name de vice-minister-president. Verder onderstreept hij het belang van de deelname van Brussel in de institutionele discussies omdat politici in Brussel, ondanks de vele moeilijkheden, erin geslaagd zijn een verstandhouding te bewerkstelligen. Dit kan een waardevol hulp betekenen voor diegenen die nog niet zover gekomen zijn.

Mevr. Marie-Paule Quix is eveneens van mening dat Brussel een voorbeeld is van hoe beide Gemeenschappen kunnen samenleven. Dit veronderstelt het nodige respect. Men mag niet proberen nieuwe eisen in te voeren. Dit zou het voorstel van resolutie hypothekeren. Brussel beschikt inderdaad over de nodige knowhow en expertise. Verder hoopt mevr. Quix dat als de bedoelde besprekingen zullen gevoerd worden, rekening zal gehouden worden met de institutionele tweetaligheid van het Gewest.

Mevr. Adelheid Byttebier onderstreept het belang van de resolutie voor Groen!. Haar fractie heeft dit document met veel overtuiging mede-ondertekend. Mevr. Byttebier verwijst naar een interview dat mevr. Mieke Vogels recentelijk gaf en waarin zij een lans breekt voor Brussel. Zij onderstreepte hierbij de centrale rol van het Brussels Gewest in het land en sprak zich uit voor een « Communauté urbaine ». Mevr. Byttebier onderstreept verder het belang van Brussel als tweetalig gewest. Daarom is het van belang dat Brussel niet alleen vertegenwoordigd wordt door de Minister-President. Het is noodzakelijk dat de Nederlandstalige vice-minister-president bij de besprekingen wordt betrokken.

Brussel bevindt zich in het oog van de storm. Vaak is in de parlementaire besprekingen het heikel punt van de tweetaligheid aan de orde. Bij de recente initiatieven rond « Wallonie-Bruxelles » kon men de indruk krijgen dat dit een eentalige kwestie was, aangezien enkel de heer Picqué hierbij betrokken was. Mevr. Byttebier is ervan overtuigd dat dit niet intentioneel gebeurde, maar onderstreept dat deze materie erg gevoelig ligt bij de Nederlandstaligen.

Elle note en outre que des hommes politiques francophones importants prennent part au débat sur les tâches essentielles.

En ce qui concerne les emplois, elle souligne que le bilinguisme ne doit pas être vu comme un obstacle mais bien comme un atout.

Enfin, Mme Byttebier espère que la proposition de résolution sera l'amorce d'un meilleur avenir pour Bruxelles.

M. Didier Gosuin estime qu'on doit se mettre d'accord sur un minimum. Le problème actuel est en effet d'abord une crise de confiance. C'est pourquoi il ne faut pas afficher le maximum de ses revendications, auquel cas on verrait apparaître ses différences.

La pire des choses est qu'il n'y ait pas d'unité entre les Bruxellois. C'est pourquoi le MR soutient ce dispositif. Bien sûr, le MR n'est pas nécessairement d'accord avec tous les considérants, notamment celui qui affirme soutenir la position du gouvernement bruxellois. N'en tirons pas comme conclusion que le MR est d'accord avec cette position exprimée en janvier 2008. Mais l'important aujourd'hui est que la Région bruxelloise apparaisse unie.

La Région de Bruxelles-Capitale doit être présente à toutes les négociations, et pas seulement pour ce qui la concerne. Comme pour les Germanophones, le pire est qu'on ne leur donne la parole que quand on parle d'eux. Dans un concept fédéral, il faut pouvoir parler de tout. Le risque, dans un dialogue de communauté à communauté, est d'actionner le mécanisme des sous-nationalités à Bruxelles. Bruxelles doit donc être présente, même là où on parle de matières personnalisables.

## II. Discussion générale

M. Walter Vandenbossche rappelle que la proposition de résolution est votée alors que nous traversons une période politique délicate. C'est pourquoi il s'abstiendra de jeter de l'huile sur le feu.

Le groupe CD&V est résolument en faveur de la résolution. Dans le cadre de la logique institutionnelle actuelle et à venir, M. Vandenbossche souhaite que les négociations se déroulent de communauté à communauté. En cela, l'orateur se trouve à des lieues de M. Gosuin.

M. Vandenbossche estime que la représentation de la Région doit reposer sur les communautés linguistiques. Il est important que Bruxelles soit associée aux matières qui

Zij noteert verder dat belangrijke Franstalige politici deelnemen aan het kerntaken-debat.

In verband met de werkgelegenheid onderstreept zij dat tweetaligheid niet moet worden gezien als een barrière maar wel als een troef.

Ten slotte hoopt mevr. Byttebier dat het voorstel van resolutie een kantelmoment wordt voor een betere toekomst voor Brussel.

De heer Didier Gosuin vindt dat men het over een minimum moet eens worden. Het huidige probleem is in de eerste plaats een vertrouwenscrisis. Daarom mogen niet alle eisen op tafel worden gegooid, want dan zou men vaststellen dat er uiteenlopende standpunten zijn.

Het ergste is dat er geen eensgezindheid tussen de Brusselselaars bestaat. Daarom steunt de MR het verzoekend gedeelte. Natuurlijk is de MR het niet noodzakelijk eens met alle consideransen, onder meer met de considerans waarin het standpunt van de Brusselse regering wordt gesteund. Daaruit mag niet worden geconcludeerd dat de MR het eens is met dat standpunt, dat in januari 2008 werd geformuleerd. Vandaag is het belangrijkste dat het Brussels Gewest eensgezind naar buiten treedt.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet deelnemen aan alle onderhandelingen en niet alleen aan de onderhandelingen over Brussel. Zoals het geval is voor de Duitstaligen, is het ergste dat we slechts het woord krijgen als het over ons gaat. In een federaal staatsbestel moet men over alles kunnen spreken. In een dialoog van gemeenschap tot gemeenschap bestaat het risico dat men het mechanisme van de subnationaliteiten in Brussel in gang zet. Brussel moet dus plaatsnemen aan de onderhandelingstafel, zelfs wanneer persoonsgebonden aangelegenheden besproken worden.

## II. Algemene bespreking

De heer Walter Vandenbossche herinnert eraan dat over het voorstel van resolutie gestemd wordt in een delicate politieke periode. Daarom zal hij zich onthouden om olie op het vuur te gieten.

De CD&V-fractie is een resoluut voorstander van de resolutie. In het kader van de huidige en de toekomstige institutionele logica wenst de heer Vandenbossche dat de onderhandelingen geschieden van Gemeenschap tot Gemeenschap. Hierin situeert spreker zich mijlenver van de heer Gosuin.

De heer Vandenbossche vindt dat de vertegenwoordiging van het Gewest moet gestoeld zijn op de taalgemeenschappen. Het is van belang dat Brussel wordt betrokken in

la concernent. L'orateur annonce donc un amendement afin d'éviter tout malentendu.

M. Christos Doulkeridis rappelle que son chef de groupe, M. Yaron Peszta, excusé, a cosigné ce texte. En effet, on n'aurait pas pu en faire moins. Le député salue le contexte dans lequel cette proposition a été élaborée : alors que la Région de Bruxelles-Capitale fut difficile à constituer, aujourd'hui son parlement s'affirme comme entité fédérée pleine et entière. L'orateur salue également le fait que Bruxelles n'a jamais utilisé sa majorité linguistique pour imposer sa politique et a toujours fait primer le dialogue. Sur l'aspect symbolique de la question de savoir si la Région de Bruxelles-Capitale doit être présente dans le cadre de ses compétences ou non, l'intervenant estime que dans une négociation institutionnelle, il faut pouvoir discuter de tout sans limite. Pour avoir déjà participé à une négociation avec M. Leterme, le député est bien placé pour savoir que dans une telle discussion, on s'éloigne parfois très loin du cadre existant.

Si l'on appelait la Région de Bruxelles-Capitale seulement à chaque fois qu'elle est compétente, ce serait irréaliste, car, pour donner une image, il faudrait faire entrer le ministre-président dans la discussion au début d'une phrase, et le faire sortir à la fin de la même phrase.

M. Frédéric Erens rappelle que, hier sur les antennes radio de la RTBF, M. José Happart a appelé Bruxelles à se positionner et ce, dans le cadre d'une résolution du Parlement wallon. M. Happart a ainsi appelé à plus de solidarité et à l'élargissement de Bruxelles. Le PS bruxellois a immédiatement donné suite à cet appel. Avant la séance plénière, le président Tomas faisait déjà savoir que Bruxelles devait être représentée.

Il est clair que c'est le PS qui a pris l'initiative. Ce qui est en contradiction avec ce que Mme Schepmans a pu déclarer.

La Flandre, qui a la majorité numérique, se retrouve ainsi à deux contre un. Il est évident que M. Vanraes et Mme Quix se font mener par le bout du nez.

Le Vlaams Belang n'est pas d'accord avec la proposition de résolution.

Bruxelles a effectivement un rôle à jouer dans l'avenir du pays. M. Erens est d'avis que la matière relève d'une compétence communautaire qui doit être négociée par les institutions communautaires. Il s'avère que la Région de Bruxelles-Capitale veut coûte que coûte mettre son « grain de sel » dans les discussions.

de aangelegenheden die haar aanbelangen. Spreker kondigt daarom een amendement aan dat alle misverstanden zal vermijden.

De heer Christos Doulkeridis wijst erop dat zijn fractievoorzitter, de heer Yaron Peszta, die verontschuldigd is, het voorstel medeondertekend heeft. Dat was immers het minste wat men moest doen. De volksvertegenwoordiger verheugt zich over de omstandigheden waarin dit voorstel werd uitgewerkt : hoewel het geen sinecure was om het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op te richten, treedt zijn parlement naar buiten als een volwaardige assemblee van een deelgebied. Het verheugt de spreker ook dat Brussel nooit heeft gebruikgemaakt van zijn taaloverwicht om zijn beleid op te leggen en altijd voorrang heeft gegeven aan de dialoog. In verband met het symbolische aspect van de vraag of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest al dan niet binnen het kader van zijn bevoegdheden moet deelnemen aan de onderhandelingen, is de spreker van oordeel dat tijdens institutionele onderhandelingen alles zonder taboe bespreekbaar moet zijn. Aangezien de volksvertegenwoordiger al deelgenomen heeft aan onderhandelingen met de heer Leterme, weet hij zeer goed dat zo'n besprekingen soms zeer sterk van het bestaande kader afwijken.

Het zou niet realistisch zijn om het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de onderhandelingstafel te roepen telkens wanneer een van zijn bevoegdheden aan bod komt, want dan zou de minister-president aanwezig moeten zijn bij het begin van een zin en zou hij aan het slot van diezelfde zin de onderhandelingstafel moeten verlaten.

De heer Frédéric Erens herinnert eraan dat de heer José Happart gisteren op de radio van RTBF Brussel had opgeroepen zich te positioneren. Dit in het kader van een resolutie van het Waals Parlement. De heer Happart riep hierbij op tot meer solidariteit en tot de uitbreiding van Brussel. De Brusselse PS heeft meteen gevolgen gegeven aan deze oproep. Nog voor de plenaire zitting liet voorzitter Tomas weten dat Brussel dient te vertegenwoordigd te zijn.

Het is duidelijk dat de PS hierin het voortouw nam en dit in tegenstelling tot wat mevr. Schepmans ook moge beweren.

Hierdoor komt Vlaanderen, die de nominale meerderheid heeft, in een positie te staan van twee tegen één. De heer Vanraes en mevr. Quix worden duidelijk bij de neus genomen.

De Vlaams Belang-fractie gaat niet akkoord met het voorstel van resolutie.

Uiteraard heeft Brussel een rol te spelen in de toekomst van het land. De heer Erens is van mening dat de materie een gemeenschapsbevoegdheid is waarover door de Gemeenschapsinstellingen moet worden onderhandeld. Het blijkt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, koste wat het kost, zijn « grain de sel » willen plaatsen in de discussies.

Au niveau fédéral, après un an de discussions, il n'y a toujours pas de début d'accord sur papier.

La position des néerlandophones et des francophones est diamétralement opposée. En effet, les lois linguistiques sont foulées au pied. Seule la lâcheté des partis flamands de la majorité permet le maintien de la paix linguistique.

Le texte est hypocrite : la solidarité va toujours dans le même sens : du nord vers le sud. Il n'existe pas de solidarité en ce qui concerne la législation linguistique.

Tout ceci plaide en faveur de la fin de la Belgique. Nous avons le choix entre une euthanasie active ou une situation ambiguë. Bruxelles court le risque de retourner trente ans en arrière, à l'époque de l'Agglomération.

Le président rappelle que cette proposition n'est pas une initiative du président du Parlement, mais que, mis au courant par les chefs de groupes du dépôt imminent de cette proposition, il a dit à la radio qu'il serait saisi d'une proposition de résolution à prendre d'urgence en considération.

M. Frédéric Erens répond que les médias dépeignent autrement la situation.

M. Serge de Patoul estime prétentieux d'affirmer que seuls les Bruxellois ont l'expérience de vivre ensemble. Au Fédéral aussi, et l'Etat existe depuis plus de 150 ans, on sait ce que signifie vivre ensemble.

Le député estime important, et c'est le minimum, que les Bruxellois soient acteurs de leur devenir : mais quel rôle vont-ils jouer en la matière ? Notre propre parlement a eu le tort de ne pas discuter préalablement en son sein, comme l'ont fait les autres parlements régionaux, des positions qu'il veut défendre.

Les Bruxellois ont su dégager des expériences. Il est donc important que le parlement puisse s'exprimer en son sein : on ne sait pas comment Bruxelles va se défendre lors des négociations. Il faudrait que l'on puisse dire ce que l'on veut, et ceci sans être exhaustif. Le député cite une série de points qui pourraient faire l'objet de revendications, sa source principale étant ce qui a été voté au Parlement wallon :

- la solidarité interpersonnelle;
- la mise en œuvre au Fédéral d'une assurance dépendance;

Op federaal vlak is er na één jaar discussie nog geen begin van akkoord op papier.

Nederlandstaligen en Franstaligen staan diametraal tegenover elkaar. De taalwetten worden immers met de voeten getreden. De communautaire vrede is in Brussel enkel mogelijk door de lafheid van de Vlaamse meerderheidspartijen.

De tekst bevat enige hypocrisie : immers de solidariteit gaat steeds van Noord naar Zuid. Er is geen solidariteit i.v.m. de taalwetgeving.

Dit alles is een extra argument om de stekker uit België te trekken. Men heeft de keuze tussen actieve euthanasie of een onduidelijke situatie. Het risico bestaat dat Brussel dertig jaar zou terugkeren naar de barre tijden van de agglomeratie.

De voorzitter herinnert eraan dat dit voorstel geen initiatief van de voorzitter van het Parlement is, maar dat hij, nadat de fractieleiders hem ervan op de hoogte hadden gebracht dat dit voorstel zeer binnenkort zou worden ingediend, op de radio heeft verklaard dat hij een voorstel van resolutie zou ontvangen dat dringend in overweging zou moeten worden genomen.

De heer Frédéric Erens antwoordt dat dit in de media anders werd voorgesteld.

De heer Serge de Patoul vindt het zelfingenomen te beweren dat enkel de Brusselaars ervaring hebben met het samenleven van verschillende gemeenschappen. Ook op federaal niveau – de Belgische Staat bestaat al langer dan 150 jaar – weet men wat samenleven betekent.

De volksvertegenwoordiger vindt het belangrijk – en dat is wel het minimum – dat de Brusselaars hun lot in eigen handen nemen : maar welke rol zullen ze daarbij spelen ? Ons eigen Parlement heeft de fout begaan de standpunten die het wil verdedigen niet vooraf te bespreken, zoals de overige gewestparlementen dat wel hebben gedaan.

De Brusselaars hebben veel ervaring opgedaan. Het is dus belangrijk dat het Parlement zijn standpunt kan formuleren : we weten niet hoe Brussel zich zal verdedigen tijdens de onderhandelingen. Men zou moeten kunnen zeggen wat men wil zonder exhaustief te zijn. De volksvertegenwoordiger noemt een reeks onderwerpen die in de eisenbundel zouden kunnen worden opgenomen en baseert zich daarbij in hoofdzaak op wat het Waals Parlement heeft goedgekeurd :

- de interpersoonlijke solidariteit;
- de invoering van een afhankelijkheidsverzekering op federaal niveau;

- le maintien dans le giron fédéral des outils financiers et monétaires de l'union économique et de l'unité monétaire;
- l'unité du droit du travail;
- une opposition à toute concurrence fiscale entre les régions;
- une opposition à tout transfert de compétences qui ne s'accompagne pas des moyens financiers pour les mettre en œuvre;
- la nécessité d'obtenir l'autonomie constitutive;
- l'élargissement de notre Région à son hinterland socio-économique;
- l'assentiment à la convention-cadre pour le respect des minorités.

### III. Discussion des considérants et votes

Le président signale qu'il est saisi de deux amendements, l'un de M. Frédéric Erens, qui remplace l'ensemble de la proposition, l'autre de M. Walter Vandenbossche, qui ajoute une précision au dispositif.

#### *Amendement n° 1*

M. Frédéric Erens explique son amendement qui consiste à remplacer la totalité du texte. L'orateur plaide, dans l'intérêt de la démocratie, pour plus de transparence institutionnelle. Il fait référence à l'article 60 de la loi du 12 janvier 1989 et en donne lecture. Il est logique que Bruxelles soit représentée par une seule de ses nombreuses instances communautaires dans les discussions institutionnelles fédérales.

Mme Anne Sylvie Mouzon signale qu'une fois de plus, le Vlaams Belang fonctionne par dogmes au sens technique du terme. Ce que l'on veut est un dialogue institutionnel qui tienne compte de toutes les entités fédérées du pays.

M. Walter Vandenbossche se rallie aux propos de Mme Mouzon. L'amendement ignore le cadre institutionnel actuel et n'a pas de sens.

#### **Vote**

L'amendement n° 1 est rejeté par 14 voix contre 1.

- de federale overheid blijft bevoegd voor de financiële en monetaire middelen van de economische en monetaire unie;
- de eenheid van het recht op werk;
- verzet tegen fiscale concurrentie tussen de gewesten;
- verzet tegen overdracht van bevoegdheden zonder overdracht van financiële middelen om ze toe te passen;
- de noodzaak van constitutieve autonomie;
- de uitbreiding van het Gewest met zijn sociaaleconomisch hinterland;
- de instemming met de kaderovereenkomst betreffende de bescherming van de minderheden.

### III. Bespreking van de consideransen en stemmingen

De voorzitter deelt mee dat hij twee amendementen heeft ontvangen. Het ene amendement is van de heer Frédéric Erens. Het vervangt het hele voorstel. Het andere amendement is van de heer Walter Vandenbossche en voegt een verduidelijking toe aan het verzoekend gedeelte.

#### *Amendement nr. 1*

De heer Frédéric Erens geeft toelichting bij zijn amendement die de volledige tekst vervangt. In een belang van de democratie pleit de spreker voor meer institutionele transparantie. Hij verwijst naar artikel 60 van de wet van 12 januari 1989 en leest het voor. Het is logisch dat Brussel door één van haar vele gemeenschapsinstanties wordt vertegenwoordigd in de federale institutionele besprekingen.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wijst erop dat het Vlaams Belang weer eens bij dogma's in de technische betekenis van het woord zweert. Men wil een institutionele dialoog die rekening houdt met alle deelgebieden van het land.

De heer Walter Vandenbossche sluit aan bij wat mevr. Mouzon gezegd heeft. Het amendement miskent het huidig institutionele kader en is onzinnig.

#### **Stemming**

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.



Mme Marie-Paule Quix propose de remplacer, dans l'ensemble du texte, les termes « Parlement bruxellois » et « Gouvernement bruxellois » respectivement par les termes « Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale » et « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Mme Adelheid Byttebier plaide en faveur d'une résolution claire et brève. C'est notamment la raison pour laquelle elle ne soutiendra pas l'amendement de M. Walter Vandenbossche.

Mme Marie-Paule Quix demande simplement qu'on utilise la terminologie correcte.

M. Denis Grimberghs marque son accord avec les corrections techniques proposée par Mme Marie-Paule Quix mais estime que cela n'aurait pas de sens dans la phrase du sixième considérant (« Estimant que toute discussion... »).

Mme Anne Sylvie Mouzon rappelle que la Région bruxelloise prévue par la Constitution a reçu l'appellation de « Région de Bruxelles-Capitale » par la loi spéciale de 1989. Il s'agissait de la différence faite par Jacques Lacan entre le signifiant et le signifié : en l'espèce, le signifiant est « Région de Bruxelles-Capitale » et le signifié est la Région bruxelloise.

M. Jean-Luc Vanraes propose de ne pas remplacer le terme « bruxelloise » par les termes « de Bruxelles-Capitale » dans le sixième considérant.

M. Frédéric Erens note qu'on peut constater, en se basant sur les derniers propos de M. Denis Grimberghs, que les francophones ont une vision différente du texte que les néerlandophones qui ont cosigné le texte.

Le président rappelle que l'article 3 de la Constitution dispose que : « la Belgique comprend 3 régions : la Région wallonne, la Région flamande et la Région bruxelloise ». Il n'y a donc pas d'incohérence à parler de « Région bruxelloise ». (*Assentiment*)

#### *Amendement n° 2*

M. Walter Vandenbossche rappelle une fois de plus qu'il soutient la proposition de résolution. Son amendement consiste à apporter une simple précision. Après avoir entendu l'intervention de M. Didier Gosuin, cet amendement lui semble apporter plus de sûreté.

M. Rudi Vervoort fait alors remarquer que dans l'hypothèse où viendrait sur la table des négociations la scission des soins de santé, la Région flamande devrait alors se taire, si l'on suit le raisonnement de M. Walter Vandenbossche, du fait qu'elle n'est pas compétente.

M. Walter Vandenbossche souligne l'importance d'un dialogue de communauté à communauté.

Mevr. Marie-Paule Quix stelt voor om overal de woorden « Brussels Parlement » en « Brusselse Regering » te vervangen door « Brussels Hoofdstedelijk Parlement » en « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Mevr. Adelheid Byttebier pleit voor een beknopte en heldere resolutie. Dit is onder meer de reden waarom zij het amendement van de heer Vandenbossche niet steunt.

Mevr. Marie-Paule Quix vraagt gewoon dat de juiste terminologie wordt gehanteerd.

De heer Denis Grimberghs stemt in met de technische correcties die mevrouw Marie-Paule Quix heeft voorgesteld, maar vindt dat zulks geen betekenis heeft in de zesde considerans (« Ervan uitgaand dat alle gesprekken ... »).

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wijst erop dat het Brussels Gewest zoals vermeld in de Grondwet bij de bijzondere wet van 1989 de benaming « Brussels Hoofdstedelijk Gewest » heeft gekregen. Het gaat om het verschil dat Jacques Lacan maakt tussen « signifiant » en « signifié » : in dit geval is de « signifiant » het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de « signifié » het Brussels Gewest.

De heer Jean-Luc Vanraes stelt voor om het woord « Hoofdstedelijk » niet in te voegen in de zesde considerans.

De heer Frédéric Erens noteert dat, uit wat de heer Grimberghs zopas gezegd heeft, men kan vaststellen dat de Franstaligen een andere visie hebben op de tekst die door Nederlandstaligen werd medeondertekend.

De voorzitter herinnert eraan dat artikel 3 van de Grondwet als volgt luidt : « België omvat drie gewesten : het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Gewest. » Het is dus niet incoherent om te spreken van het « Brussels Gewest ». (*Instemming*)

#### *Amendement nr. 2*

De heer Walter Vandenbossche stelt nogmaals dat hij voorstander is van het voorstel van resolutie. Zijn amendement beoogt enkel een verduidelijking. Na de tussenkomst van de heer Gosuin te hebben gehoord, lijkt dit amendement veiliger.

De heer Rudi Vervoort merkt dan op dat ingeval de splitsing van de gezondheidszorg wordt besproken, het Vlaams Gewest dan volgens de redenering van de heer Walter Vandenbossche geen recht van spreken zou hebben, omdat het daarvoor niet bevoegd is.

De heer Walter Vandenbossche onderstreept het belang van een dialoog van gemeenschap tot gemeenschap.

Le président fait remarquer que cet amendement est incompréhensible en ce qui concerne les « compétences futures », puisque par définition, ces compétences n'existent pas encore.

M. Walter Vandenbossche répond au président que les compétences futures deviendront bientôt claires. Il faut juste attendre de voir ce que feront MM. François-Xavier de Donnea, Raymond Langendries et Karl-Heinz Lambertz.

M. Didier Gosuin juge facile de dire que c'est à la suite de son intervention que cet amendement a été déposé. L'intervention qu'il a faite dans le cadre de l'exposé introductif se voulait la plus respectueuse et la plus rassembleuse possible. L'amendement se préparait depuis la veille.

L'intervenant souligne le risque très grand de voir s'installer des sous-nationalités à Bruxelles. Il est important de faire en sorte que tous les Bruxellois aient les mêmes droits. Ce serait la pire des choses en démocratie si on traitait différemment les gens selon qu'ils sont francophones ou néerlandophones. Qu'arriverait-il si, sur le même palier, une maman qui a des enfants francophones et une autre qui a des enfants néerlandophones se voyaient traitées de manière différente ?

L'orateur estime son propos très modéré et très démocratique.

M. Christos Doukeridis insiste pour dire que tout le monde ici a fait un effort. Il faut reconnaître à M. Gosuin que son intervention était très modérée. Il s'agit ici de donner un assentiment à un texte qui rassemble un maximum de personnes. Contrairement à ceux qui voulaient réunir le Parlement francophone bruxellois et voter un texte entre francophones, c'est un autre choix, plus rassembleur, qui a été fait ici. Dans l'élément du dispositif, le CD&V avait même été associé à cette résolution.

M. Walter Vandenbossche trouve que les remarques faites par M. Christos Doukeridis sont inopportunes.

M. Christos Doukeridis estime qu'il ne faut pas faire de surenchère. Cet amendement ne veut rien dire, et l'intervenant ne le soutiendra pas.

Mme Anne Sylvie Mouzon signale que le dialogue de communauté à communauté n'a encore été décidé nulle part. En parlant de communautés, on fait d'ailleurs prévaloir une thèse contre l'autre. En parlant de « négociations institutionnelles » réunissant toutes les composantes, fédérales, régionales et communautaires de la Belgique, on n'exclut ni la thèse régionaliste, ni la thèse communautariste.

De voorzitter merkt op dat dit amendement onbegrijpelijk is omdat er gesproken wordt van « toekomstige bevoegdheden » en die bevoegdheden per definitie nog niet bestaan.

De heer Walter Vandenbossche antwoordt aan de voorzitter dat deze toekomstige bevoegdheden binnenkort duidelijk zullen zijn. Men dient enkel te wachten op wat de heren François-Xavier de Donnea, Raymond Langendries en Karl-Heinz Lambertz zullen doen.

Volgens de heer Didier Gosuin is het gemakkelijk te beweren dat dit amendement werd ingediend als reactie op zijn betoog. Zijn betoog in het kader van de inleidende uiteenzetting was respectvol en beoogde zoveel mogelijk steun te verzamelen. Het amendement zat de dag voordien al in de pijplijn.

De spreker legt de nadruk op het zeer grote risico dat er in Brussel subnationaliteiten worden ingevoerd. Het is belangrijk ervoor te zorgen dat alle Brusselaars dezelfde rechten hebben. Het zou een democratie onwaardig zijn als mensen verschillend behandeld zouden worden naargelang ze Nederlandstalig of Franstalig zijn. Wat zou er gebeuren als een moeder met Franstalige kinderen en een moeder met Nederlandstalige kinderen op dezelfde verdieping verschillend behandeld zouden worden ?

De spreker vindt zijn woorden zeer gematigd en zeer democratisch.

De heer Christos Doukeridis benadrukt dat iedereen rond de tafel een inspanning heeft geleverd. Men moet erkennen dat de heer Gosuin een zeer gematigd betoog heeft gehouden. Het is de bedoeling om een tekst aan te nemen die op zoveel mogelijk goedkeuring kan rekenen. In tegenstelling tot degenen die het Parlement van de Franstalige Brusselaars wilden bijeenroepen om met een tekst van de Franstaligen naar buiten te treden, wordt hier een andere keuze gemaakt, die meer Brusselaars verenigt. In het verzoekend gedeelte werd de CD&V zelfs betrokken bij deze resolutie.

De heer Walter Vandenbossche vindt dat de opmerkingen van de heer Doukeridis ongepast zijn.

De heer Christos Doukeridis vindt dat men geen opbod mag doen. Dit amendement heeft geen betekenis en hij zal het niet steunen.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wijst erop dat er nergens een beslissing over een dialoog van gemeenschap tot gemeenschap is genomen. Als men van gemeenschappen spreekt, bevoordeelt men trouwens de ene stelling tegenover de andere. Als men van « institutionele onderhandelingen » spreekt tussen alle componenten van België, namelijk het federale, het gewestelijke en het gemeenschapniveau, dan sluit men noch de piste van de gewesten noch die van de gemeenschappen uit.

M. Walter Vandenbossche partage totalement l'avis de Mme Mouzon. Il souligne à son tour qu'il est inadéquat que M. Christos Doulkeridis dévoile ce qui se passe dans la coulisse. Il demande que les communautés soient amenées à participer mais il acceptera que son amendement soit rejeté. Pour le reste, son groupe se range fondamentalement derrière le texte de la résolution.

### Vote

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 1.

### Ensemble du texte

M. Serge de Patoul pense que, si on veut arriver à un consensus, il serait préférable de remplacer, au 3<sup>ème</sup> considérant, les mots « soutenant la position du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » par les mots « constatant la position... ». Il dépose cet amendement oralement, et demande un vote séparé sur ce considérant.

M. Didier Gosuin estime avoir été très clair pour le groupe MR : ce qui l'intéresse est le dispositif. L'amendement de M. de Patoul n'est pas fondamental. Ce qui l'intéresse est un vote unanime sur le dispositif.

M. Rudi Vervoort assure le groupe MR qu'il ne se prévaudra pas du vote de ce considérant pour prétendre que le groupe MR soutient le gouvernement.

### Votes sur les considérants et le dispositif

#### *Considérant n° 1*

Ce considérant est adopté par 14 voix contre 1.

#### *Considérant n° 2*

Ce considérant est adopté par 14 voix contre 1.

#### *Considérant n° 3*

Ce considérant est adopté par 13 voix contre 2.

De heer Walter Vandenbossche is het volledig eens met mevr. Mouzon. Hij onderstreept nogmaals dat de heer Doulkeridis ongepast naar voren brengt wat achter de schermen gebeurt. Hij vraagt een participatie van de gemeenschappen maar zal aanvaarden dat zijn amendement wordt verworpen. Voorts staat zijn fractie fundamenteel achter de tekst van de resolutie.

### Stemming

Het amendement wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

### Het voorstel in zijn geheel

De heer Serge de Patoul vindt dat het met het oog op een consensus beter is om in de derde considerans de woorden « het reeds in januari 2008 geformuleerde standpunt van de Brusselse regering steunend » te vervangen door « akte nemend van het reeds in januari 2008 geformuleerde standpunt van de Brusselse regering ». Hij dient dit amendement mondeling in en vraagt om een aparte stemming over deze considerans.

De heer Didier Gosuin vindt dat hij het standpunt van de MR-fractie zeer duidelijk vertolkt heeft : wat hem interesseert is het verzoekend gedeelte. Het amendement van de heer de Patoul is niet van fundamenteel belang. Het is hem om een unanieme goedkeuring van het verzoekend gedeelte te doen.

De heer Rudi Vervoort verzekert de MR-fractie dat hij niet zal verwijzen naar de goedkeuring van deze considerans om te beweren dat de MR-fractie de regering steunt.

### Stemmingen over de consideransen en het verzoekend gedeelte

#### *Considerans nr. 1*

Deze considerans wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

#### *Considerans nr. 2*

Deze considerans wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

#### *Considerans nr. 3*

Deze considerans wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 2.

*Considérant n° 4*

Ce considérant est adopté par 14 voix contre 1.

*Considérant n° 5*

Ce considérant est adopté par 14 voix contre 1.

*Considérant n° 6*

Ce considérant est adopté par 14 voix contre 1.

*Considérant n° 7*

Ce considérant est adopté par 14 voix contre 1.

*Dispositif*

Le dispositif est adopté par 14 voix contre 1.

**IV. Vote sur l'ensemble**

La proposition de résolution dans son ensemble, telle que corrigée techniquement, est adoptée par 14 voix contre 1.

– Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.

*La Rapporteuse,*

Anne Sylvie MOUZON

*Le Président,*

Eric TOMAS

*Considerans nr. 4*

Deze considerans wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

*Considerans nr. 5*

Deze considerans wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

*Considerans nr. 6*

Deze considerans wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

*Considerans nr. 7*

Deze considerans wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

*Verzoekend gedeelte*

Het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

**IV. Stemming over het geheel**

Het voorstel van resolutie, aldus technisch verbeterd, wordt in zijn geheel aangenomen met 14 stemmen tegen 1.

– Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

*De Rapporteur,*

Anne Sylvie MOUZON

*De Voorzitter,,*

Eric TOMAS

## V. Texte adopté par la commission

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Prenant acte des tensions existant à l'échelon fédéral;

Estimant que l'avenir du système fédéral belge nécessite de notables réformes au bénéfice de tous les habitants du pays;

Soutenant la position du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déjà exprimée au cours du mois de janvier 2008;

Soucieux de préserver la solidarité interpersonnelle, socle de la cohésion sociale et économique de la Belgique;

Partisan d'un juste financement des entités fédérées qui soit fonction de leurs besoins et proportionné aux éventuels transferts de compétences, ainsi que d'un juste financement de Bruxelles;

Estimant que toute discussion de nature institutionnelle ne peut intervenir que dans un climat de respect réciproque entre les différentes entités composant la Belgique et au sein de la Région bruxelloise, ce qui implique l'association de la Région de Bruxelles-Capitale en tant que telle aux négociations institutionnelles;

Considérant que tout réaménagement de compétences ne doit s'envisager que dans le souci d'améliorer l'efficacité des politiques au bénéfice des citoyens et dans le respect des principes de subsidiarité et de solidarité;

Exige par conséquent l'association de la Région de Bruxelles-Capitale en tant que telle à l'élaboration et à la négociation des réformes d'un système institutionnel renouvelé et équilibré au bénéfice de tous les habitants du pays et de ses composantes.

## V. Tekst aangenomen door de commissie

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Akte nemende van de spanningen op federaal niveau;

Ervan uitgaand dat de toekomst van het Belgische federale bestel aanzienlijke hervormingen vergt die alle inwoners van het land ten goede komen;

Het reeds in januari 2008 geformuleerde standpunt van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering steunend;

Ernaar strevend de interpersoonlijke solidariteit waarop de sociale en economische cohesie van België steunt te vrijwaren;

Voorstander van een billijke financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen op grond van hun behoeften en in verhouding tot de eventuele overdracht van bevoegdheden en van een billijke financiering van Brussel;

Ervan uitgaand dat alle gesprekken over de instellingen slechts kunnen worden gevoerd in een klimaat van wederzijds respect tussen de verschillende Gewesten en Gemeenschappen van België en in het Brussels Gewest, hetgeen inhoudt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als dusdanig wordt betrokken bij de institutionele onderhandelingen;

Overwegende dat elke herschikking van bevoegdheden alleen dan mag worden overwogen als wordt gestreefd naar een doeltreffender beleid voor de burgers en de beginselen van subsidiariteit en solidariteit in acht worden genomen;

Eist bijgevolg dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als dusdanig wordt betrokken bij het tot stand brengen van de hervormingen van een vernieuwd en evenwichtig institutioneel bestel voor alle inwoners van het land en voor de componenten ervan en bij de onderhandelingen daarover.

**VI. Annexe****Amendements**

N° 1 (de M. Frédéric ERENS)

**Remplacer l'ensemble du texte par ce qui suit :***« Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,**Considérant que les négociations sur les réformes institutionnelles doivent se dérouler entre les Communautés et non entre les Régions;**Exige que la Région de Bruxelles-Capitale se fasse représenter dans ces négociations tant par la Communauté française que par la Communauté flamande. ».*

## JUSTIFICATION

Sera donnée en réunion.

N° 2 (de M. Walter VANDENBOSSCHE)

**Au dernier paragraphe, insérer entre les mots « système institutionnel renouvelé et équilibré » et les mots « au bénéfice de » les mots suivants « , dans le cadre de ses compétences actuelles et futures, ».**

## JUSTIFICATION

Il s'agit d'une précision.

**VI. Bijlage****Amendementen**

Nr. 1 (van de heer Frédéric ERENS)

**Het geheel van de tekst te vervangen door wat volgt :***« Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,**Overwegende dat onderhandelingen over institutionele hervormingen moeten geschieden tussen de Gemeenschappen en niet tussen de Gewesten;**Eist dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich in deze laat vertegenwoordigen door zowel de Vlaamse als de Franse Gemeenschap. ».*

## VERANTWOORDING

Zal gegeven worden tijdens de vergadering.

Nr. 2 (van de heer Walter VANDENBOSSCHE)

**In de laatste paragraaf tussen het woord « bestel » en het woord « voor » de woorden « binnen het kader van zijn huidige en toekomstige bevoegdheden » in te voegen.**

## VERANTWOORDING

Dit is een verduidelijking.



